

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Congres-des-Etats-Unis-a-affiche-son-hostilite-au-demantelement-des-lois-qui-regissent-les-medias>

Le Congrès des Etats Unis a affiché son hostilité au démantèlement des lois qui régissent les médias.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -
Date de mise en ligne : samedi 27 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Bush veut un marché unique. Pour qui ?

Par Giuli D'Agnolo Vallan

New York, Il Manifesto, lundi 22 Septembre 2003

George W. Bush pourrait bien ignorer le vote du Congrès, qui vient de s'opposer à l'assouplissement des lois qui régissent les concentrations de médias et qui donnent à un même groupe la possibilité de posséder un journal, une télévision et une radio dans la même ville. Les « amis » du président, Rupert Murdoch en tête, frémissent d'impatience. Ils attendent que leur « garant » leur accorde cette faveur, en échange de laquelle ils n'ont pas hésité à soutenir activement les « campagnes militaires » de la Maison-Blanche.

Un nouveau mauvais coup pour l'administration Bush. Grâce à une coalition atypique incluant les républicains et les démocrates, des avocats des libertés civiles et des groupes conservateurs, le Sénat étasunien a adopté, le 16 septembre, une résolution demandant la révocation des nouvelles règles que la Federal Communication Commission (FCC) avait introduites pour « faciliter » la concentration des médias. Le vote (55 voix contre 40) constitue le point culminant des hostilités que le Sénat a déclenchées contre le gouvernement, après l'adoption, le 2 juin, par la FCC, d'un texte ouvrant la voie à une plus grande libéralisation de la concurrence dans le secteur. Ce texte a été voulu par le chef de la FCC (qui est aussi le fils du secrétaire d'Etat des Etats-Unis), Michael Powell.

Ces derniers jours, en prévision du vote, la Maison-Blanche a effectué une intense action de lobbying, mais elle n'est pas parvenue à affaiblir l'hostilité qui anime le Congrès à l'encontre de toute tentative de démantèlement des lois contrôlant le domaine des médias et aussi à l'encontre de M. Powell lui-même. Dans les derniers jours, le ton de la polémique entre les élus et le chef de la FCC était devenu de plus en plus vif. Et pour cause. La loi refusée par le Congrès aurait en effet favorisé le magnat australien Rupert Murdoch, propriétaire du groupe Fox, un enchevêtrement de chaînes télévisées, de journaux, de maisons d'édition, etc. Un groupe très agressif qui n'a pas hésité à se ranger du côté des « guerres » de George W. Bush. Ce qui n'a visiblement pas plu à la majorité des sénateurs des Etats-Unis.

La pire faute commise

Face à la révolte des élus, le président des Etats-Unis a déclaré qu'il exercerait son pouvoir de veto (pour la première fois) si la résolution passait au Congrès. George W. Bush a bien fait ses calculs. Si l'on s'en tient aux résultats du vote intervenu mardi dernier, le Sénat n'aurait pas les voix nécessaires pour surmonter un éventuel veto présidentiel. Mais le texte devra d'abord passer au crible de la Chambre des députés, dont on sait qu'elle est favorable à la politique de la FCC. Il est hautement probable alors que les députés tenteront de bloquer l'initiative du Sénat. Ils avaient jusqu'ici réussi à empêcher que le texte soit voté, en tentant d'en faire une sorte de « dead on arrival », autrement dit un texte « mort avant d'arriver » au vote.

En attendant, comme le rappelle l'éditorialiste conservateur William Safire - qui a qualifié l'action de M. Powell de « la pire faute jamais commise dans l'histoire de la FCC » -, une Cour d'appel de Philadelphie, en Pennsylvanie, a bloqué, début septembre, l'entrée en vigueur de la déréglementation du système audiovisuel prônée par le chef de la FCC. Et la tentative opérée par la Maison-Blanche de déplacer le recours déposé en Pennsylvanie vers un tribunal de Washington favorable à l'administration Bush a été définitivement repoussée lundi dernier. Après le vote, certains observateurs ont préconisé que, dans la meilleure des hypothèses, l'intervention des anti-Powell au Sénat n'aboutira qu'à un blocage partiel du paquet de lois conçu par le chef de la FCC. Cette nouvelle législation permettrait aux network télévisuels d'acquérir des chaînes locales jusqu'à couvrir 45% du territoire national (la limite actuelle est de 35%). Mais elle permettrait surtout à une unique compagnie de posséder en même temps un quotidien et une chaîne

de télévision dans la plupart des villes étasuniennes ainsi qu'une combinaison de huit radios et trois télévisions locales dans les marchés les plus importants du pays.

Le chaos ou la clarté

Quoi qu'il se passe à l'avenir, le vote intervenu mardi dernier marque un épisode important dans les relations entre les pouvoirs législatif et exécutif aux Etats-Unis. Mais il constitue surtout un geste de méfiance envers le nouveau leadership de la FCC. Parlant de M. Powell, le sénateur démocrate Byron L. Dorgan a lui aussi évoqué la faute du chef de la FCC : « Je crois qu'il a fait une terrible erreur. Son leadership dans la commission a déterminé la soumission la plus rapide que l'on ait jamais vue aux intérêts d'un lobby particulier. » De son côté, M. Powell a jugé « absurde » la résolution du Sénat et a affirmé que le « renvoi du texte d'abord à la Chambre puis à la Maison-Blanche ne ferait que troubler encore plus les eaux dans lesquelles baigne la législation étasunienne sur les médias. Il n'en résulterait aucune clarté, mais uniquement du chaos. »

La controverse qui a éclaté autour du texte de loi que la Maison-Blanche croyait pouvoir faire passer comme une lettre à la poste commence à poser de sérieuses difficultés à George W. Bush. Si la survie de cette initiative visant la déréglementation du système des médias devait dépendre uniquement du veto du président, si celui-ci devait décider d'en user, il provoquerait l'entrée en vigueur d'une loi mal perçue par les représentants de couches d'électeurs les plus disparates. Depuis des mois, dans ses éditoriaux, William Safire déconseille vivement le recours au veto présidentiel. Rappelons que le projet serait favorable aux grands groupes de communication, parmi lesquels News Corp. de Rupert Murdoch, AOL Time Warner, Viacom et General Electric.

Jeudi dernier, l'éditorialiste conservateur s'est interrogé : « Pourquoi le président devrait-il gagner les faveurs d'un groupe de gros bonnets actifs dans le secteur des médias, qui pourraient, demain, utiliser un pouvoir encore plus grand et lui tourner le dos ? Le premier veto que le président va utiliser devrait véhiculer un principe, non pas signifier que l'on s'est plié à une version culturiste de Mickey Mouse. » Et de poursuivre : « Avec l'inversion de tendance (bien que légère) que l'on enregistre dans la couverture que les médias les plus importants font sur la Maison-Blanche - une couverture de plus en plus critique, s'agissant en particulier des thèmes chauds de l'Irak et de la santé économique du pays -, George W. Bush ne devrait pas exclure le fait que ses « amis » puissent opérer une brutale volte-face au moment où il s'y attendra le moins. »

Traduit et adapté par : Fabio Lo Verso

Berlusconi-Murdoch, le couple gagnant

Par Guglielmo Ragozzino

Il y a quelques années, Rupert Murdoch aurait voulu racheter Mediaset, l'entreprise de Silvio Berlusconi. C'est peut-être vrai, peut-être pas. Le fait est que l'actuel président du Conseil a accueilli le magnat australien chez lui, l'a amené faire un tour dans ses villas en Sardaigne, lui a fait visiter les châteaux lombards, ses yachts et probablement ses télévisions.

Ce fut une belle semaine pour Murdoch et son interlocuteur italien, mais aussi une semaine de peur pour la gauche italienne. L'ancien ministre Giovanna Melandri, à l'époque responsable de la communication pour le parti des démocrates de gauche, avait déclaré, le 27 mars 1998 sur Sat-Italy, que « l'hypothèse de la cession totale de Mediaset en faveur de News Corporation - qui préfigurerait de fait la disparition d'une présence italienne stratégique dans un secteur si important - est un scénario qui ne peut pas ne pas inquiéter ». L'affaire n'a pas été conclue car, même si la légende dit autrement, les deux magnats n'ont pas trouvé d'accord sur le prix de vente. Pour céder la

majorité du capital, M. Berlusconi demandait 7000 milliards d'anciennes lires, alors que M. Murdoch en proposait moins de 6000 milliards. Comme beaucoup le rappellent, Berlusconi eut une idée géniale pour expliquer l'échec des négociations. Il raconta qu'il avait consulté ses enfants et que ceux-ci étaient totalement opposés à la vente. Après, il s'en alla dans l'une des ses télévisions pour expliquer qu'il n'avait pas voulu vendre « pour des raisons de coeur, parce que je considère les télévisions de Mediaset comme ma création ».

Voilà qu'en 2001, quelques jours avant les élections que Berlusconi a gagnées, l'affaire refait surface. Au sein de la coalition de centre-droite, prévalait une incertitude. La question était de savoir si le fait donner la nouvelle d'une éventuelle vente de Mediaset avant le vote<\$> pouvait servir à accroître le consensus au sein des électeurs, et aussi à en obtenir chez ceux qui dénonçaient le conflit d'intérêts entre la fonction publique de Silvio Berlusconi et ses affaires personnelles. De son côté, avec un « sens aigu de l'Etat », M. Berlusconi choisit finalement de garder ses télévisions, un point sur lequel était d'accord Giovanna Melandri. Pour ceux qui veulent noter les « concepts » qui ont fondé le choix, les voici : « La décision sur l'avenir de Mediaset dépend certainement de moi, mais surtout elle dépend de mes enfants. J'ai décidé de dédier la dernière partie de mon aventure humaine au service du pays... Je résoudrai dans tous les cas le problème du conflit d'intérêts (www.cnnitalia.it). »

Mais, le lendemain, M. Berlusconi revient sur sa décision. On suppose qu'il a peut-être reçu les résultats d'un sondage qui lui est défavorable. « Je n'ai jamais dit que Mediaset resterait entre les mains de la famille. J'ai seulement dit que Mediaset est un patrimoine appartenant au pays, et j'ai promis que durant les cent premiers jours de mon gouvernement, je lancerai une procédure législative qui aboutira à un texte sur le conflit d'intérêts ». Ces propos seront diffusés à l'envi par la CNN, qui a engagé une lutte commerciale féroce contre la Fox de Murdoch. Les deux hommes, MM. Berlusconi et Murdoch, demeurent alliés et tentent de se partager le troisième allié, l'Allemand Léo Kirch. Mais leur route est barrée par le Gouvernement allemand. Evidemment, lorsqu'il s'agit pour Murdoch de racheter Télé Plus à l'entreprise française Vivendi et de phagocyter ensuite la société Stream, le Gouvernement italien, devenu le gouvernement Berlusconi, n'a rien à redire.

Les autorités antitrust n'interviennent pas non plus, et voilà comment a été créé le monopole de la « pay tv » via satellite, avec un poids extraordinaire qu'il fait valoir sur tous les programmes de télévision, sur la culture nationale, et sur les émissions sportives (le Calcio italien dépendra dorénavant des choix de Murdoch). Sa société, Sky, prévoit de passer des deux millions d'abonnés actuels à dix millions d'abonnés dans les toutes prochaines années. Cette fois, le couple Murdoch-Berlusconi, le président de la télévision italienne sur satellite et le président du Milan AC, a fonctionné. La vente a été conclue. Mais nous, le public, nous ne connaissons toujours pas le montant de la transaction ni ce qui a été effectivement vendu.

L'empire médiatique de la droite mondiale

Par Francesca Pilla

Il Manifesto

Les télévisions de Rupert Murdoch diffusent dans les cinq continents. Histoire d'une expansion tentaculaire née dans le pays de Margaret Thatcher.

Il a une capacité d'expansion digne du « Spectre » combattu par James Bond. L'empire multimédias de Rupert Murdoch commence en 1952 avec un minuscule journal paraissant dans la ville d'Adélaïde, en Australie, qu'il hérite de son père. Il a à peine 21 ans, Rupert Murdoch, lorsqu'il fait ses débuts dans le monde des médias. Et il le fait en obligeant son concurrent local à fusionner avec son journal. Voilà comment a débuté, dans son pays d'origine, la fortune du tycoon australien qui y détient aujourd'hui une centaine de publications.

Le Congrès des Etats Unis a affiché son hostilité au démantèlement des lois qui régissent les médias.

Mais la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher sera le véritable tremplin pour la conquête du monde. En 1969, M. Murdoch y rachète un journal populaire à grand tirage, le News of the World. Quelques années après, il lance le Sun, un tabloïd aux grands titres, affichant immanquablement une femme nue en page trois et qui se positionne contre la monarchie et le « pouvoir ». Le Sun a défrayé la chronique cette année pour sa couverture qualifiant le président français, Jacques Chirac, de « ver », à cause de son opposition à la guerre en Irak.

En 1981, Rupert Murdoch met la main sur le Times, un quotidien mythique pour la plupart des lecteurs britanniques, qu'il met à la disposition du combat que Margaret Thatcher engage contre les syndicats britanniques. Il profite de cette lutte pour ouvrir lui aussi un conflit avec le syndicat des éditeurs, qu'il gagne deux ans après (grâce à l'appui de Madame le premier ministre). Il pose aussi un pied aux Etats-Unis, où il rachète en 1976 le quotidien populaire New York Post. Ce n'est qu'en 1984 qu'il fera le grand saut dans le monde de l'« entertainment », en reprenant la Twentieth Century Fox ainsi qu'une chaîne de télévision qui deviendra la Fox TV.

Methodes de Pirate

La force du magnat australien réside dans ses méthodes, que beaucoup qualifient de « pirate ». C'est lui qui a l'idée d'acquérir les droits télévisuels liés aux matchs de football, en faisant d'abord exploser les prix puis en transmettant à perte les images, ruinant la concurrence grâce au dumping qu'il exerce sur les tarifs. Il ramasse ainsi la totalité de la mise après être resté seul sur le marché. Résultat : ce marché devient un monopole. Mais la fortune de Rupert Murdoch est aussi due à la « chance » d'avoir produit des films ou des séries qui connaissent un énorme succès : Titanic, les Simpson, X Files, Ally Mc Beal, etc.

En 1989, il lance quatre nouvelles chaînes « Sky » en Grande-Bretagne, qui deviendront par la suite le géant BskyB. En Italie, il est devenu le seul opérateur de la télévision diffusée par satellite. En France et en Allemagne, il n'a en revanche pas obtenu le même succès (mais il faut dire qu'il ne réussit jamais là où l'Etat décide de ne pas se plier à ses vœux). Grâce à sa dernière femme, une native de Hong Kong, il fait son entrée sur le marché chinois - sa chaîne Sky Perfet compte aujourd'hui 41 millions d'abonnés - après avoir séduit quatre millions de téléspectateurs au Japon et avoir débarqué en Inde avec Star TV.

En Amérique latine, il possède Sky Mexico et Sky Brazil, mais aussi une chaîne Sky qui couvre le Chili, l'Argentine et la Colombie. En avalant la chaîne câblée étasunienne Direct TV, il « hérite » d'un million et demi d'abonnés dans le cône Sud du continent américain. En Afrique, il doit se contenter pour l'heure d'une présence en Libye et en Egypte. Au total, son empire compte quelque 126 millions d'abonnés dans les cinq continents.

Traduction et adaptation : FLo